

Orientations Stratégiques 2018-2020

Emploi : des suppressions encore et encore !

La Direction d'EDF SA a présenté au CCE d'EDF SA de décembre les orientations Stratégiques pour la période 2018-2020. Les conséquences de ces orientations seront catastrophiques pour les emplois statutaires.

Des emplois sacrifiés !

Depuis 2016, les orientations stratégiques sont l'occasion pour la Direction de présenter entre autres, mais, surtout, les plans d'économie prévus. Ces plans se traduisent principalement sur des baisses drastiques des effectifs. Cette année, ils annoncent plus de **4600** suppressions d'emplois pour la période **2018-2020**.

Objectif pour 2018 : moins 2000 emplois.

Pour rappel :

2016 : moins 2000 emplois.
2017 : moins 3000 emplois

Entre 2016 et 2020, ce seront près de 10000 emplois qui auront été sacrifiés à l'autel de la finance !

Tous concernés.

Le démantèlement d'EDF continue, les conséquences de la dérèglementation du Marché de l'énergie continuent à faire des ravages.

Tous les métiers d'EDF sont touchés.

L'activité demeurant, c'est donc, l'externalisation qui va exploser et la charge de travail qui va augmenter.

Pour les agents la note sera salée : mobilités fonctionnelles et/ou géographiques subies, dégradation des conditions de travail, parcours professionnels menacés...

L'hypocrisie continue...

Les employeurs justifient ces orientations en mettant en avant le contexte du marché de l'énergie.

Ces mêmes employeurs nous expliquaient il y a quelques années que l'ouverture du capital d'EDF et la dérèglementation allait être une opportunité pour EDF !

Ils avaient juste omis de préciser que cela allait être l'opportunité de détruire, à des fins purement économiques, l'outil industriel performant et de service public qu'est EDF SA.



Ces mêmes dirigeants profitent du contexte pour procéder à des reculs sociaux sans précédent : mise en œuvre du forfait jour, fiscalisation des frais de déplacement, droits familiaux. Tout cela en expliquant au personnel que c'est dans leur intérêt ! Messieurs les dirigeants, le personnel n'est pas dupe !

Une politique destructrice

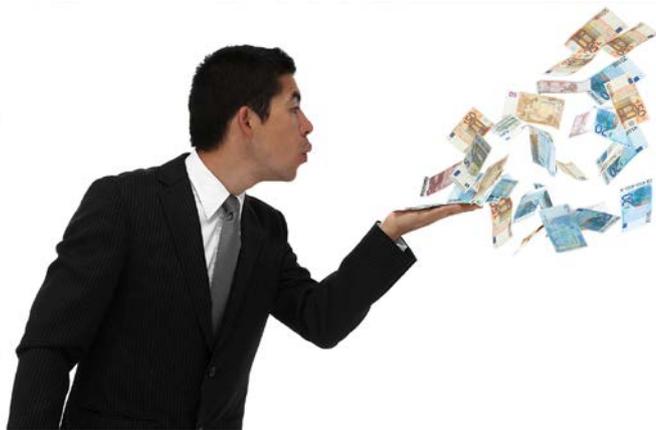
Nous ne partageons pas la politique menée depuis ces dernières années et celle présentée lors de ce CCE. Une politique de déclin industriel par manque de Recherche et Développement, par un développement de l'externalisation et de la sous-traitance, par une gestion du risque qui nous fait flirter avec les limites de « l'acceptable ».

En 2017, il fallait se serrer la ceinture parce que les prix de marché étaient historiquement bas.

En 2018, il faudra se serrer la ceinture alors que les prix de marché ont nettement remonté.

Mais maintenant, il nous faut payer le coût de la restructuration de la filière nucléaire et des dérives d'HPC, ces dernières étant pourtant totalement prévisibles.

Et c'est à ce moment-là que l'État prendra ses dividendes en cash !



Quel est le réel objectif de ces inepties stratégiques ? Est-ce que l'État actionnaire et les dirigeants d'EDF ont les compétences nécessaires pour être aux commandes d'une entreprise telle qu'EDF ?

Les sanctions pour le personnel

La propagande de l'État et des employeurs expliqueront que ces suppressions d'emplois ne sont pas synonymes de licenciements donc sans conséquence pour les agents.

Ils « omettront » les effets pour le personnel :

- Dégradation des conditions de travail
- Augmentation des Risques Psycho sociaux
- Parcours professionnel en berne
- Fermetures de sites

FO tire la sonnette d'alarme.

FO rappelle aux employeurs que derrière ces charges opérationnelles, il y a des HUMAINS qui font la richesse d'EDF et qui sont touchés de plein fouet par ces décisions répondant à une logique froide et purement financière.



Les réactions des salariés peuvent être diverses et certaines dramatiques, d'autres grands Groupes en ont fait la triste expérience. L'État actionnaire, le Conseil d'Administration d'EDF, ainsi que le COMEX d'EDF SA devront porter la responsabilité des conséquences de leur choix si des situations identiques venaient à voir le jour.

Pour FO Énergie et Mines, les forces de ceux qui veulent résister doivent converger afin de faire face à ces attaques répétées et cela sur des revendications claires et précises :

- **Maintien des sites de production.** L'outil industriel de l'énergie doit rester un actif de la nation et garantir son indépendance.
- **Arrêt immédiat des suppressions de postes, des suppressions d'emplois.**
- **Augmentation des salaires sur la base des éléments factuels économiquement justifiés pour rémunérer justement des efforts des salariés.**
- **Pour la défense inconditionnelle du Statut national du personnel des IEG, le développement de son périmètre par l'application de ce que la loi impose à toutes les entreprises de l'énergie...**